

**POUR UN SYNDICALISME
DE CLASSE ET DE MASSE**

**NI REVISIONNISME,
NI REFORMISME,
NI GAUCHISME**

**HALTE AUX MANŒUVRES
DE DIVISION ET AUX
ATTAQUES
ANTICOMMUNISTES
DANS LA CFDT**

UNE ORIENTATION CONFIRMÉE

De nombreux documents internes ou publics de la CFDT publiés dans un passé récent, en fait dès le lendemain du 37^e Congrès qui s'est déroulé fin mai 1976 à Annecy, sont le support d'une campagne politique menée par le Bureau national et Edmond Maire en particulier dans l'organisation.

Cette campagne a pour objectif central de préparer la Confédération CFDT, ses adhérents, et au-delà la masse de travailleurs qu'elle influence à se mettre au service d'une solution de rechange du gouvernement capitaliste dans la perspective des élections de 1978. Comme cela est dit dans le bulletin «Nouvelles CFDT No 41/76» du 10 décembre 1976 qui fixe les objectifs prioritaires du Bureau national pour 1977-1979 (1979 étant la date du prochain Congrès confédéral) :

La situation politique rend de plus en plus crédible une victoire de la gauche aux élections législatives

L'ENNEMI N° 1 POUR EDMOND MAIRE

Pour la réalisation de cet objectif, après le 37^e Congrès qui a marqué un nouveau développement dans le processus de ralliement de la CFDT à «l'Union de la gauche», le Bureau national part en guerre en paroles et en actes contre tous ceux qui, au sein de la Confédération, appartiennent au courant antiélectorale, antirévionniste et de lutte de classe dont les marxistes-léninistes représentent l'avant-garde mais aussi contre les partisans d'une tactique de «débordement» de l'Union de la gauche représentés par les trotskystes ou les militants du CERES (tendance du Parti socialiste).

C'est ce que le Bureau national appelle la montée du basisme et du gauchisme, en pratiquant l'amalgame, et qu'il désigne comme le danger principal dans la CFDT :

La montée du basisme et du gauchisme, c'est le danger N°1 que court la CFDT.

L'amendement sur les avant-gardes a obtenu 25 % des mandats, celui sur les comités de grève 30 %, soit presque le double des mandats qu'ils avaient recueilli en 1973, et ceci malgré l'opposition des organisations de la majorité et celle de plusieurs signataires de la contribution.

Ce courant a réussi à impulser un style dangereux au 37^e Congrès ce qui aura des conséquences sur les congrès de certaines fédérations et UR. Des organisations sont menacées : fédération de la Santé, UR Parisienne, par exemple.

La contre-attaque nécessaire doit porter sur deux aspects...

dont la date peut être avancée. La droite est à la recherche d'un «sauveur suprême» avec les risques qui peuvent en découler.

Préparer 1978 consiste d'abord dans la définition des transformations prioritaires sur lesquelles nous entendons mobiliser pour les faire aboutir dans une négociation avec un gouvernement de gauche, en cas de victoire des forces populaires aux élections législatives.

Préparer 1978 c'est aussi l'incitation aux organisations pour réfléchir au rôle concret du syndicat pour une action efficace et responsable en cas de victoire de la gauche.

Mettre les organisations en situation de faire face à un courant de syndicalisation consécutif à une victoire de la gauche aux élections législatives.

Parallèlement, il faut poursuivre l'action d'information, l'effort d'explications pour convaincre de la nécessité de la victoire électorale de la gauche.

Le congrès aurait pu ne pas se terminer. Car, si Chereque n'avait pas été élu son élection s'est jouée à 900 voix près et a été assurée à la réaction in extremis de quelques syndicats de la FGM — Plusieurs élus au BN auraient démissionné. De plus, Edmond Maire n'aurait pas accepté la responsabilité de secrétaire général avec d'autres forces que celles qui constituent la majorité actuelle de l'organisation. Je ne serai pas la caution d'autres orientations que celles auxquelles je crois. celles du Congrès.

Il est impossible de continuer à travailler trois ans encore sur ces bases floues. Je fais mon auto-critique. Il faut changer de cap et de méthode, sinon au congrès de 1979, le cartel des refus constituera une majorité négative et nous serons dans l'impasse. Il en va de l'avenir de la CFDT.

(intervention d'Edmond Maire au Bureau national de juin 1976 «Nouvelles CFDT No 23/76 (2/7/76)»)

Le déroulement et les votes du 37^e congrès ont mis en lumière une situation grave pour la confédération — union d'organisations qui ont décidé d'agir ensemble — marquée notamment par l'intolérance, comme en ont témoigné les votes pour l'élection au B.N.

L'aggravation de cette situation mettrait en question l'avenir de la confédération, voire sa survie. Il faut redresser cette situation par un effort volontaire dans toutes les organisations confédérées, d'ici à 1979. Chaque fédération, chaque union régionale doit débattre de sa part de responsabilité dans cette situa-

tion et les moyens de la surmonter. En tout état de cause, il n'est pas possible pour le B.N. et les organisations de se contenter de poursuivre le type de débats engagés depuis 1970. Un changement de cap est nécessaire.

L'ANTI-MARXISME REFAIT SURFACE

Les arguments utilisés par le Bureau national vont du mépris des militants qualifiés d'infantiles aux mensonges flagrants et aux attaques contre le marxisme et ceux qui s'y réfèrent dans le plus pur style social-démocrate. Ceux qui critiquent et combattent le réformisme de la direction confédérale sont qualifiés d'intolérants. Comme ce fut déjà le cas au cours du 37^e Congrès, à l'adresse de la majorité des délégués qui venaient de voter l'exclusion d'un membre de l'ambassade des USA !

Nous sortons d'un congrès où s'est manifesté une montée de l'intolérance, ainsi qu'une sorte de volonté d'affrontements politiques et de réglemets de comptes personnels qui laissaient mal augurer de l'avenir. Des organisations essentielles à la vie de la CFDT avaient manqué d'être non élues au Bureau national. La conjonction fréquente des votes de la « contribution » et des syndicats manipulés par l'extrême-gauche apparaissait lourde de confusion à la « majorité » ; elle pouvait fort bien entraîner des choses en retour de sa part. Ne pas réagir, laisser aller les choses, et nous risquions la paralysie de la vie confédérale et donc le déclin de la CFDT.

Je voudrais dire tout d'abord que fondamentalement, c'est le manque de maturité d'un grand nombre de militants de la CFDT qui est en cause.

Rappelez-vous au congrès confédéral, le cri de réprobation poussé par une bonne partie de la salle lorsque j'ai déclaré que « tant d'horreurs avaient été commises au nom du marxisme ». Le tollé qui a suivi cette phrase donne froid dans le dos car il démontre un refus de regarder en face et de prendre en compte la réalité. Il révèle une immaturité et une inconscience de ce qu'est la réalité historique, celle de Staline, comme celle de Mao ou celle du Goulag. Je suis convaincu qu'aujourd'hui, on pourrait dire une phrase comme celle-là à un congrès du PCF sans enregistrer autre chose qu'un silence gêné et quelque peu coupable.

Ce qui est en cause, ce n'est pas la prise en compte de certains aspects de l'analyse marxiste qui sont d'ailleurs présents dans notre démarche ; mais c'est la montée d'une nouvelle forme d'infantilisme qui provient aussi de l'entrée dans la CFDT d'un petit nombre de militants formés au trotskysme ou au maoïsme et qui tentent d'imposer leur vision dogmatique à l'ensemble des autres, considérés comme révisionnistes ou sociaux-démocrates.

Dans l'éventualité de la victoire de la gauche aux élections législatives, se préparer aux tentatives de débordement et d'intégration.

(«Nouvelles CFDT No 41/76 du 10/12/1976).

Le sens de toutes ces déviations est clair. Pour un nombre appréciable de militants de la CFDT, l'avenir de notre confédération s'inscrit dans la logique de tel ou tel parti, et non pas dans celle de notre action. Qu'ils le disent ou non, en fait, il sont en train de répéter l'expérience néfaste du léninisme.

(Intervention d'Edmond Maire au Bureau national du 30/10/76 «Nouvelles CFDT» No 38/76 du 5/11/76.

Dans les faits depuis plusieurs mois déjà des attaques nombreuses sont lancées contre des UL, des UD, des fédérations, des menaces d'exclusion contre des militants ont été lancées et certaines ont abouti. Dans tous ces faits, notre journal et les militants qui s'y réfèrent sont nommément pris à partie :

Actuellement des Unions locales absorbent toutes leurs énergies à lutter contre des tentatives de prise en main par des individus d'extrême-gauche, souvent maoïstes ; des syndicats voient leur nombre d'adhérents tomber en chute libre après être pris en main par des minorités qui se réfèrent à tel ou tel courant minoritaire du PSU ou à Humanité Rouge, ou encore à la Ligue communiste et à la Lutte ouvrière ; des militants abandonnent leur activité, déprimés par leur impuissance à endiguer une radicalisation beaucoup plus verbale que réelle ; des sections syndicales écrivent parce que dans la manifestation du 7 octobre à Paris, elles ont été obligées de défiler dans un groupe soi-disant CFDT mais donnant plus l'impression d'excitation et de surpolitisation que de référence à ce que pense l'organisation. Une de ces sections envisage même de défiler avec les « vrais cédédistes » une autre fois. Une Union régionale nous signale des manipulations en assemblée générale par des militants d'extrême-gauche ainsi que des réunions de militants par tendance politique avant les réunions syndicales.

(«Nouvelles CFDT No 38/76 du 5/11/76.

Concrètement, ces pratiques du Bureau national, et d'Edmond Maire en particulier représentent trois sortes de danger que nous, marxistes-léninistes, sommes décidés à combattre en donnant à tous les adhérents CFDT et à tous les travailleurs les éléments pour le faire :

— Le premier danger est celui de la division de la CFDT, c'est à dire de la 2^e Confédération syndicale

de France par le nombre d'adhérents, et surtout de la Confédération qui regroupe le plus grand nombre de travailleurs organisés et résolus à la fois à combattre le régime actuel et à ne pas se laisser ligoter par un gouvernement qui se dirait «de gauche» mais qui opprimerait également les travailleurs (à la manière des régimes «sociaux-démocrates» allemands ou anglais, ou à la manière des régimes sociaux-fascistes du type soviétique ou polonais).

— Le deuxième danger est celui de la chasse aux sorcières, de l'organisation au sein de la Confédération d'une entreprise systématique de liquidation, d'exclusion, de certains militants, voire de certaines sections ou de syndicats entiers uniquement sur la base de divergences d'opinion politique, uniquement parce que ces militants, sections ou syndicats seraient suspects d'être influencés par des organisations dites «gauchistes».

— Le troisième danger, lié aux deux premiers, serait celui d'une mise en tutelle de la CFDT, d'un asservissement total de la CFDT au Parti socialiste, et, par là, d'une réduction de la CFDT dans un premier temps à un «tremplin» pour la victoire électorale des partis du «Programme commun», dans un second temps à une simple «courroie de transmission» du gouvernement de «gauche».

Toutes ces raisons justifient largement cette brochure et ces révélations dont le but n'est nullement d'affaiblir la CFDT mais d'engager la riposte

contre une manœuvre politicienne opposée aux aspirations de la majorité de ses militants et, fondamentalement, aux intérêts immédiats, comme à long terme, de la classe ouvrière de France.

Edmond Maire rappelait lui-même à la fin de son intervention au Bureau national du 30/10/76 :

Nous ne devons pas avoir peur de mettre ce débat au grand jour dans chacune de nos organisations. D'abord parce que les manipulateurs de l'ombre ne craignent rien tant que la lumière. Et puis, c'est la spécificité de la CFDT de ne pas masquer ses faiblesses sous un conformisme et un unanimité pesant qui ne font que le jeu de nos adversaires: Une organisation syndicale qui se donne pour tâche de construire l'autogestion doit soumettre ses difficultés au débat public de ses adhérents. Même si cela peut nous valoir des commentaires désagréables à l'extérieur, dans la grande presse, nous savons, nous, que notre vie démocratique, c'est en définitive notre grande force.

Nous avons du pain sur la planche. Il ne s'agit aujourd'hui d'être, ni pessimistes, ni optimistes mais d'avoir la profonde conviction que rarement autant qu'aujourd'hui, le sort de la CFDT n'aura été entre nos mains.

Nous non plus n'avons pas peur et les travailleurs jugeront aux actes les uns et les autres.

UNE ORIGINE JAMAIS RENIEE

Pour beaucoup de travailleurs, ou nombre de militants CFDT qui ignorent les grands traits de l'histoire de leur confédération, ce qui s'y déroule à à l'heure actuelle est un visage politique important. C'est là une illusion qui peut être à l'origine de comportements pessimistes et défaitistes dans la situation actuelle. Sans prétendre faire une histoire de la CFDT, il est donc nécessaire d'en rappeler les origines et les grandes étapes de son évolution pour comprendre le présent.

C'est en 1919 à l'initiative de la hiérarchie de l'Église catholique qu'est créée la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC).

Dès le début les intentions sont claires, elle est créée en réaction aux grandes grèves ouvrières dans toute l'Europe capitaliste après la première guerre mondiale et le triomphe de la révolution bolchévique en URSS. Ses statuts adoptés en 1920 font référence à l'Encyclique «Rerum novarum» et rejettent explicitement la lutte des classes en mettant l'accent sur «l'éducation et la collaboration des éléments producteurs» (ces statuts ne seront modifiés qu'en 1974). En 1922, c'est le pape lui-même qui adresse ses vœux à la CFTC :

«C'est avec le plus grand plaisir que le Saint Père a appris le progrès de ce groupement qui tâche d'obtenir l'amélioration des classes laborieuses par la mise en pratique des principes de l'Évangile tels que l'Église les a toujours appliqués à la solution des questions sociales».

Toute l'activité de la CFTC sera fondamentalement orientée vers la collaboration de classe avec les patrons et le pouvoir et l'anticommunisme pour tenter d'enrayer le grand essor du syndicalisme révolutionnaire et du parti communiste. Après la seconde guerre mondiale, des divisions importantes commencent à se faire jour dans la CFTC. C'est le résultat de la collusion ouverte de la hiérarchie catholique avec les régimes fascistes dont le gouvernement de Vichy et à l'inverse la participation d'un nombre important de militants catholiques à la Résistance contre l'occupation nazie. Un certain nombre d'organisations de base ou même de fédérations de la CFTC participent dans les années 50 aux grandes grèves ouvrières et pratiquent l'unité d'action avec la CGT contre l'avis de la direction confédérale. La guerre d'Algérie et l'arrivée de De Gaulle au pouvoir vont accentuer ces divisions internes. Certains responsables sous la pression de la base se prononcent contre la guerre en

Algérie et contre la constitution de la 5e République en 1958, c'est le cas notamment d'Edmond Maire dans la fédération Chimie CFTC.

Au début des années 60, la dégénérescence du PCF en parti révisionniste qui abandonne les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et la collusion ouverte de la social-démocratie traditionnelle (SFIO) avec le pouvoir, provoque l'apparition d'un courant social-démocrate rénové, avec un langage plus radical que représentera le PSU et auquel est liée une partie des militants qui seront à l'origine de la scission de la CFTC.

« L'influence du PSU commence à être sensible dans de nombreux milieux, notamment au sein d'importantes forces syndicales ouvrières, étudiantes ou même paysannes. Mais son implantation réelle est encore loin de correspondre à son influence diffuse. Cela tient aux conditions mêmes dans lesquelles il s'est développé. La nécessité d'une gauche nouvelle est apparue d'abord comme une idée d'intellectuels. Son organisation s'est développée ensuite parmi les militants les moins liés à une tradition, notamment dans les milieux ouvriers catholiques ou issus du catholicisme. Elle a fait un pas en avant par sa jonction avec les militants issus d'une scission au sein du plus faible des deux partis traditionnels : le parti socialiste. Une petite frange du parti communiste s'y est ralliée. »

« Chacune des trois centrales est alors assez fidèlement l'expression d'un des partis : PCF, SFIO et MRP.

« Cette situation est encore, pour une bonne part, actuelle : la CGT est de loin dominée par l'influence du parti communiste ; la majorité de Force ouvrière subit celle de la SFIO ; le MRP domine encore certains secteurs de la CFTC. Pourtant, une certaine évolution s'est dessinée ; peu sensible dans FO qui n'est un organisme vivant que dans quelques secteurs, apparaissant très faiblement au niveau confédéral dans la CGT qui est solidement tenue en main par son appareil, elle est particulièrement sensible dans la CFTC dont la majorité s'est dégagée de la tutelle cléricale.

« Cela n'est pas, nous semble-t-il, une évolution conjoncturelle. Elle correspond à un fait nouveau. De nombreux syndicats sont aux prises à la base avec une réalité nouvelle, décrite par S. Mallet, et pour laquelle les partis traditionnels ne leur offrent aucune solution réelle. Leur expérience les contraint à aborder eux-mêmes des problèmes comme le contrôle ouvrier ou la distribution. »

(Citations extraites d'un article d'un dirigeant du PSU, paru dans les Cahiers du Centre d'études socialistes No 7-8 du 1/9/61).

Cette scission interviendra en novembre 64 où le congrès extraordinaire de la CFTC décide à une majo-

rité de 70 % l'abandon de la référence chrétienne dans le titre et les statuts de l'organisation.



Dès lors la CFDT va connaître une progression d'effectifs assez importante puisqu'elle doublera son nombre d'adhérents en quelques dix années pour atteindre aujourd'hui le chiffre de 1 000 000 de cartes. Cette progression s'est faite surtout à partir de l'année 1968 et elle est le résultat d'un double phénomène.

D'une part la dégénérescence de plus en plus accentuée du PCF et de la CGT dans laquelle les pratiques bureaucratiques ont connu un grand développement. L'écoeurement de travailleurs adhérents à la CGT, l'exclusion par la direction corrompue d'un certain nombre d'autres ont contribué à ce renforcement de la CFDT.

D'autre part la réapparition de formes de luttes prolétariennes, la radicalisation des luttes dans les entreprises, auxquelles la CGT dans bien des cas s'opposait alors que la CFDT s'y référait ou les soutenait, ont créé un courant d'adhésion à la CFDT.

Pour les dirigeants de cette dernière, ils'agit pendant longtemps de refléter dans une certaine mesure ces aspirations, comme la démocratie prolétarienne dans les luttes, les augmentations non hiérarchisées des salaires, les occupations d'usines ou dans certains cas des séquestrations de patrons ou de hauts cadres répressifs. Mais cette attitude a toujours reposé sur une ambiguïté comme le montrent clairement les textes des congrès ou les positions des directions fédérales sur ces questions. Il existe en effet, un décalage entre la pratique et les aspirations de la base de la CFDT dans bien des endroits et la pratique et les positions de la direction. Par exemple, malgré un courant toujours plus important dans la confédération prônant les comités de grève ou les assemblées générales souveraines en cas de lutte, ces formes de lutte ont été repoussées au 36 e Congrès et

au 37 e avec une majorité plus faible à Annecy qu'à Nantes.

Par exemple de nombreuses directions fédérales maintiennent dans leur plate-forme revendicative des revendications d'augmentation de salaire hiérarchisées.

DE LA CONSTANCE DANS L'OPPORTUNISME

Toujours liée au renouveau d'une force politique qualifiée de «socialiste autogestionnaire», la direction CFDT a peu à peu précisé ses intentions. Déjà en 1968 avec un masque de gauche, elle n'en a pas moins participé aux accords traitres de Grenelle, où le mouvement de masse fut bradé contre un plat de lentilles.

A cette époque aussi, elle a tenté lors de la grande manifestation de Charléty à Paris, le soir même du refus des accords de Grenelle par les ouvriers de Billancourt, de jouer la carte Mendès-France encore membre du PSU, et qui se trouvait là «par hasard». Au 35 e Congrès de 1970 pour la première fois la CFDT se réfère à la lutte de classe et se définit comme un syndicat de classe. C'est toujours le même principe, devant l'essor et la force invincible du marxisme, les opportunistes s'autoproclament marxistes pour mieux le vider de son contenu révolutionnaire. La stratégie d'union des forces populaires est déjà en germe puisqu'il est dit :

«Pour la CFDT, le succès d'une action politique capable de sortir de la société capitaliste ne peut être le fait que de l'ensemble des forces socialistes, y compris le PCF. Elle considère que celui-ci ne saurait pour autant prétendre à la représentation exclusive des courants socialistes.»

Aussi s'intéresse-t-elle à ce que font ou peuvent faire les hommes, les formations politiques existantes ou à naître qui :

- d'une part, posent l'avenir du pays en termes de transformation fondamentale de la société dans le but de créer une société démocratique et socialiste,
- et d'autre part, s'engagent à opérer ces transformations et à animer cette future société dans le respect des libertés démocratiques».

Cette orientation sera confirmée en 1973 au 36 e Congrès. Et lors des élections présidentielles de 1974 la confédération appelle à voter Mitterrand sans qu'aucune discussion n'ait jamais eu lieu dans l'organisation sur cette question. Fin 1974, c'est l'opération pour la «troisième composante socialiste» à laquelle participent nombre de hauts responsables CFDT, profitant de leur mandat syndical pour entraîner les travailleurs qu'ils influencent dans l'orbite du PS que rejoindra le PSU ancienne formule. Une déclaration du Conseil fédéral de la métallurgie CFDT où se trouve le dauphin choisi par Maire (Chèreque) ne comporte aucune ambiguïté sur cette question :

Mais s'il y a une ambiguïté dans l'image de marque de la CFDT, qui repose sur une divergence de lignes entre deux conceptions opposées du syndicalisme, il n'y a par contre pas d'ambiguïté dans la politique constante de la confédération au service du réformisme.



«Le conseil de la F.G.M. se félicite que la CFDT ait contribué à clarifier l'objet de l'affrontement entre la droite et la gauche : celui d'un choix de société et de la politique à mettre en oeuvre pour y parvenir.»

C'est pourquoi, le conseil de la F.G.M. tient à rendre hommage à François Mitterrand, candidat unique de la gauche, pour la façon dont il a mené sa campagne avec dynamisme.»

Car, le succès considérable de l'union des forces populaires dynamise l'action des forces vives du pays, notamment celles des travailleurs et de la jeunesse.»

« L'élaboration d'une alternative socialiste encore plus crédible, parce que fondée sur l'apport de toutes les forces socialistes et la confrontation de leurs projets respectifs, doit aussi être poursuivie avec vigueur et réalisme.»

La définition d'un projet de société commun à la gauche socialiste est un élément essentiel de cette élaboration.»

Pour la FGM, la conception autogestionnaire devrait rapidement devenir un axe fondamental du développement socialiste, car porteur des aspirations populaires essentielles, elle peut traduire effectivement la volonté des citoyens d'être réellement partie

prenante de la construction de leur avenir.

Le conseil de la FGM/CFDT mesure, dès lors, la nécessité urgente de la constitution d'une force socialiste puissante et populaire tout en affirmant que les problèmes organisationnels qu'elle posera ne sont pas du ressort de la CFDT...

«Il appartient à la CFDT d'indiquer à ses militants, à ses adhérents et aux travailleurs qu'elle influence, qu'ils ont, au plan politique, notamment par l'adhésion à un parti, un moyen d'élargir leur action syndicale.

Dans ce sens, après l'appel de François Mitterrand, la résolution de la DPN du PSU et la position du BN de la CFDT, le conseil de la FGM apprécie comme positive toute initiative cherchant à assurer les convergences qui s'expriment actuellement et à leur donner la plus grande efficacité politique possible.

(Déclaration de juin 1974).

Il n'y a donc rien de bien nouveau, sinon une confirmation claire et nette, dans les perspectives réaffirmées lors du 37e Congrès et après. Des conceptions franchement réactionnaires de la CFTC conseillant aux travailleurs de tendre la joue gauche après la joue droite et se proposant de les endormir avec de belles paroles sur la fraternité humaine, unissant patrons et ouvriers indistinctement, les dirigeants de la CFDT ont adopté un autre langage, avec de vagues références au marxisme, mais continuent à répandre les mêmes illusions qu'autrefois sur la possibilité de passer

au socialisme pacifiquement, en changeant de gouvernement.

Cette évolution traduit en fait une adaptation de la politique réactionnaire destinée à maintenir les travailleurs sous la domination du capitalisme. Cette évolution a été rendue nécessaire par l'approfondissement de la crise du capitalisme et les contradictions de classe de plus en plus aiguës dans notre société. Depuis plusieurs années, la montée et l'essor du courant révolutionnaire traditionnel de la classe ouvrière, dans le cadre de la crise capitaliste approfondie se reflète également dans la CFDT et s'y traduit par un développement du courant de lutte de classe.

C'est précisément parce que ce courant s'est développé que ceux qui aspirent à gérer le capitalisme et qui sont à la tête des partis de l'Union de la gauche ou des syndicats redoublent d'efforts pour endiguer la révolte des masses populaires, pour dévoyer l'aspiration profonde à la révolution et au socialisme. Leur marge de manœuvre est réduite entre la volonté de tromper les travailleurs d'une part et la nécessité de préserver l'ordre social bourgeois.

C'est pour cela que les attaques se font plus précises contre des travailleurs conscients et en particulier contre les marxistes-léninistes dont les forces et l'influence se sont développées, car ils représentent l'arme invincible, l'état-major de combat qui se trempe et s'édifie au cœur des luttes populaires et qui fraye la voie de la révolution prolétarienne : le parti communiste marxiste-léniniste.

DE LA PAROLE AUX ACTES

C'est tout de suite après le 37e Congrès que ce que nous avons appelé la chasse aux sorcières était déclenchée au niveau du bureau national (cf p. 2 et 3). Les premières déclarations, publiées dans «Nouvelles CFDT» bulletin qui n'a rien de confidentiel ni de strictement interne si l'on en juge d'après l'utilisation qui en est faite aussi bien par le PS que par le PCF, n'ont cependant été rendues publiques que partiellement et avec retard. Néanmoins un expert en matière d'exclusions antistatutaires et de chasse aux militants

révolutionnaires, Georges Ségué, s'empressait aussitôt de féliciter le bureau national CFDT pour son analyse et ses décisions, analyse que pour sa part Ségué «avait déjà établie dès 1968».

De fait la préparation idéologique était à peine commencée que déjà la direction confédérale passait aux actes. Nous n'avons pas ici la prétention d'énumérer l'ensemble des attaques contre divers militants ou organisations mais nous en mentionnerons quelques-unes parmi les plus significatives.

LA DISSOLUTION DE L'UL CFDT DES 8^e ET 9^eARRONDISSEMENTS DE PARIS

Dans le courant du mois d'octobre, une affiche est collée sur les murs de Paris. Elle représente un ouvrier portant sur son dos un patron et est rédigée en ces termes :

«Comme ton patron, adhère au PS». De plus, elle est signée CFDT avec la mention «Imprimerie 26 rue de Montholon». Le mardi 26 octobre, un permanent de l'UD de Paris et de l'Union régionale se présente à

l'UL, trouve une affiche dans la corbeille. Le mardi soir la commission exécutive de l'UD suspend les activités de l'UL, embarque le matériel d'impression et demande la dissolution de l'UL. Quelques jours après le bureau de l'UL dissoute envoie un texte à des responsables syndicaux dans lequel il précise :

« Les responsables de l'UL ont interrogé les militants participant habituellement aux activités de l'UL. Aucun d'entre eux n'a participé de près ou de loin à la confection ou à la pose de cette affiche.

Nous tenons à signaler que la semaine précédant cette affaire, le jeudi 21 octobre, à l'occasion d'un collage pour appeler les travailleurs à participer à la journée d'action du 23, nous avons surpris un groupe d'une quinzaine de personnes qui tenait réunion dans nos locaux. Le lendemain, pour éviter la répétition de telles pratiques, nous avons changé les serrures et prévenu l'UD de Paris... »

Puis commentant les décisions de l'UD, il déclare :

« Cet acte de terrorisme trouve ses motivations, selon nous, dans le fait que l'UL et l'UD se sont souvent opposées ; entre autres :

— l'UD a rendu publique son opposition à un meeting organisé par l'UL contre la répression antisyndicale... »

— l'UL n'a jamais appelé à voter (sauf aux élections professionnelles et prud'hommales). Aurait-elle dû appeler à voter pour Mitterrand, ministre de l'Intérieur pendant la guerre d'Algérie ?

— l'UL a toujours signé et revendiqué ses activités passées, présentes ou futures.

Il est normal que des patrons adhèrent au PS (FNAC, Indo-Suez, Schlumberger, Avenir graphique, etc.). Le forum de la revue patronale « L'Expansion » montre que le PS est un atout dans le jeu des patrons... »

Il est facile de voir pourquoi la rage et la précipitation ont saisi les responsables de l'UD qui, sans tenir compte des explications apportées par le bureau de l'UL, a saisi le premier prétexte venu pour dissoudre cette organisation par trop hostile au PS. Comme le demande le bureau de l'UL dissoute, l'UD aurait-elle réagi aussi violemment si une autre organisation avait fait les frais de cette affiche ?

DES CONGRESSISTES INFANTILES !

Du 12 au 15 octobre, s'est tenu le 33e Congrès de la fédération des cheminots CFDT avec la participation de 450 délégués, représentant 200 syndicats. A ce congrès, une opposition très forte à la direction fédérale sortante se manifeste dans les commissions de travail. C'est un véritable déluge de critiques, selon les propres termes du compte-rendu de « Syndicalisme hebdo » (du 28/10/76), à propos de la pratique syndicale, de l'unité d'action avec la CGT, des grèves de 24 heures, de la politique de négociation et de la plate-forme revendicative.

Les dirigeants fédéraux récoltaient ainsi ce qu'ils avaient semé lors des grèves du mois de mars. A l'époque un puissant mouvement, parti de la base des cheminots pour les 2 000 F par mois minimum et pour l'arrêt des compressions d'effectifs à la SNCF, s'était heurté à la trahison des directions CGT, CFDT et des autres syndicats. Celles-ci en effet signaient un accord tenu secret avec la direction de la SNCF la veille même d'un appel à la grève de 48 heures !

Outre que cet accord ne faisait que reprendre les propositions de la direction SNCF 3 mois avant, les responsables syndicaux CGT ont appelé à la reprise du

travail en pleine grève de 48 heures et alors que les cheminots dans de nombreux centres votaient la reconduction. Dans toute cette période les dirigeants CFDT se sont placés à la remorque de la CGT et selon leurs propres termes « ont privilégié l'unité avec la fédération CGT ».

Rien d'étonnant donc à ce que la majorité du congrès ait refusé le quota (approbation de l'activité passée) au bureau fédéral sortant. De plus trois membres de la commission exécutive sortante n'étaient pas réélus et ne retrouvaient leur place au conseil fédéral que grâce à des défections d'autres candidats.

Et bien ce congrès, où se sont exprimés, sur la base de leur expérience concrète, des adhérents qui rejettent sur bien des points la ligne de collaboration de classe a été pris par E. Maire dans son rapport au conseil national du 30/10/76 comme un exemple du manque de maturité des militants CFDT. N'est-ce pas là, pour quelqu'un qui n'a que les mots démocratie et autogestion à la bouche, la manifestation concrète du mépris le plus cinglant pour la base et la crainte devant la prise de conscience des travailleurs ?

UNE FEDERATION A TORPILLER

La Fédération nationale de l'habitat, équipement et transport (FNHET), CFDT a tenu son congrès en octobre. Une des questions à l'ordre du jour fut la création de la Fédération générale des

transports et de l'équipement proposée par le bureau national. Cette Fédération regrouperait l'actuelle FNHET et toutes les fédérations ou organisations liées au transport (ferroviaire, maritime, etc.). L'argu-

mentation développée par le dirigeant confédéral présent au congrès fut entre autres qu'en cas d'arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir, une telle fédération permettrait de tenir un secteur stratégique. L'immense majorité des congressistes n'a eu que peu d'égards pour de tels projets, beaucoup plus intéressée qu'elle était de maintenir et d'améliorer l'efficacité d'une structure syndicale au service des luttes contre le patronat et le pouvoir.

La proposition confédérale n'obtenait que 29 % des voix et la direction fédérale sortante se voyait, elle aussi, refuser son quota, une nouvelle direction était élue. Voilà qui n'a pas plu au bureau national qui a aussitôt réagi en envoyant une lettre circulaire adressée aux Unions régionales et aux Unions départementales en date du 18 novembre 1976. En voici des extraits :

« Le rapport d'activité n'a pas été voté, le président et le secrétaire général, entre autres, n'ont pas été réélus. Le congrès a, de plus, rejeté la constitution de la Fédération Générale des Transports et de l'Équipement (FGTE) qui doit naître de la fusion des Fédérations des Cheminots, des Transports, des Gens de Mer et de l'Habitat, de l'Équipement et des Transports.

Ce Congrès a été habilement exploité par des militants d'extrême-gauche dont certains assument des responsabilités importantes : secrétaire général, bureau et conseil.

« Le bureau National insiste auprès des UR et des UD pour qu'elles prennent contact aussi rapidement que possible avec les militants de la FNHET, non membres de l'extrême-gauche, pour analyser avec eux la situation :

on ne peut remettre en cause les décisions prises démocratiquement par tous et non contestées jusqu'au Congrès confédéral ;

nécessité de lutter contre l'entrisme en définissant une politique d'action pour l'équipement, assortie de moyens et notamment au plan de la formation.

« Annexe 1 — Liste des participants au Congrès de la FNHET avec indication du syndicat.

Annexe 2 — Position des syndicats sur la constitution de la FGTE.

Ainsi le bureau national, par l'intermédiaire de Decaillon (signataire de la lettre) prend la responsabilité de passer outre les décisions démocratiques d'un congrès fédéral pour ordonner aux syndicats de cette fédération le ralliement aux décisions des dirigeants confédéraux. Et qui prétend ensuite donner des leçons de démocratie syndicale aux autres !

Mais il y a mieux, le bureau national demande à certaines organisations de contacter des militants de cette fédération, à l'exclusion des « membres de l'extrême-gauche » pour « analyser la situation ». Belle formule qui masque tout simplement un appel au travail fractionnel, une invite à la division des syndicats et de la fédération. Et ce sont ces sinistres magouilleurs, comploteurs de l'ombre, fabricants de sombres intrigues qui viennent hurler à l'entrisme et au complot. Comment un congrès qui se tient au grand jour, avec un débat et une discussion où chacun peut se prononcer en toute connaissance de cause peut-il effrayer à ce point nos champions de « l'auto-gestion » ? Peut-être parce qu'il a adopté comme plate-forme de revendications : 35 points d'indice pour tous, soit environ 300 F d'augmentation, 2 300 F par mois minimum, titularisation immédiate de tous les auxiliaires sur place et sans concours, augmentation des effectifs et défense des libertés syndicales. Peut-être parce que ce congrès, plutôt que de savoir comment un gouvernement soi-disant de gauche contrôlerait les transports, s'est préoccupé de définir les moyens d'action à mettre en œuvre pour faire aboutir les revendications face à l'État qui est le patron par l'intermédiaire du ministère de l'Équipement.

A qui servent les manœuvres de division du bureau national sinon précisément à l'État-patron ? En effet lors d'une récente délégation auprès du ministre, les militants présents se sont entendus demander s'ils appartenaient à la « liste noire » ou aux « bons » du syndicat.

UNE UNION DEPARTEMENTALE PESTIFEREE

Dans « Syndicalisme-hebdo » du 15/12/76, le bureau national prend à nouveau ses responsabilités, c'est une manie dans cette période, il dissout les conseils et bureaux de l'Union départementale de la Gironde. Après quelques affirmations sans faits à l'appui, le texte déclare :

« La dernière en date de ces lacunes concerne le soutien apporté à la publication de bulletins de comités de soldats (voir « Syndicalisme No 1629 du 2.12.76). L'UD s'est en effet trouvée en contradiction

avec les règles définies par le BN de janvier 1976 sur la procédure à suivre en ce qui concerne ce genre de problème. D'autres exemples peuvent être cités, comme le non-soutien à la manifestation interconfédérale du 23 octobre.

« Mettre en place avec l'Union régionale Aquitaine, et sous sa responsabilité, un collectif chargé d'assumer en Gironde les responsabilités d'une Union interprofessionnelle aux lieux et places des actuels bureau et conseil de l'Union départementale qui ont

fait preuve de carences graves dans leur fonctionnement démocratique. Ce collectif cessera d'assumer ses responsabilités au moment de l'élection du Conseil d'UD par le congrès décidé par le Bureau national.

Là encore, quelques prétextes sont donnés sans qu'aucun début de preuve soit avancé. Or, ce qu'il faut savoir, c'est qu'à plusieurs reprises l'UD de Gironde, ou en tout cas, plusieurs syndicats qui la composent, ont pris des initiatives que la confédération réprovoque. Outre qu'elle n'aurait pas été d'accord avec la pseudo-manifestation du 23 octobre, l'UD a aussi organisé des défilés autonomes par rapport aux révisionnistes pour le 1er Mai.

C'est le syndicat des Métaux CFDT qui a soutenu la lutte des ouvriers de Siemens organisés dans un comité de grève en mai-juin de cette année. C'est encore la section syndicale de la SEP par exemple, qui a participé concrètement à des initiatives de coordination des luttes (notamment avec les sections CGT des Câbles de Lyon à Clichy, de Sanders à Juvisy et des travailleurs de Bourgogne électronique à Dijon). C'est cette section en grève qui dirigeait un comité de soutien et a organisé avec lui en juin un meeting-gala à Bordeaux rassemblant 1 500 personnes sur une ligne de lutte classe contre classe. Et bien d'autres exemples encore. En somme ce que le bureau national reproche aux militants de cette UD, c'est d'en faire un peu trop pour développer une intense activité de lutte anticapitaliste et de combattre pour l'autonomie de leur organisation face aux manœuvres des révisionnistes qui dirigent la CGT. Il n'est pas surprenant que les dirigeants confédéraux condamnent de tels mili-



tants, eux, qui s'acharnent à chaque congrès, avec de plus en plus de difficultés, à rejeter la mise en place de comités de grève ou de comités de soutien sous la direction des grévistes, au nom de l'irresponsabilité des masses.

Que des militants CFDT osent faire confiance aux masses, au-delà de l'organisation syndicale, voilà qui révolte les « autogestionnaires » qui ont fait voter au 36e Congrès :

« La CFDT a ainsi été amenée à rappeler fermement que la responsabilité de la conduite des luttes incombe à l'organisation syndicale et à elle seule ».

Voilà où conduit le bureaucratisme, vouloir imposer aux masses une direction dans leurs luttes par décret.

UNE LONGUE LISTE DE MEFAITS

Et la liste n'est pas close loin de là.

A Montpellier, une militante de L'Humanité rouge, déléguée syndicale depuis 1972 est destituée de ses responsabilités antistatutairement pour avoir arraché de sa propre initiative des affiches CFT collées dans l'hôpital où elle travaille.

A Morlaix, une infirmière « soupçonnée » d'être à L'Humanité rouge, se voit interdire de porter sa candidature au conseil syndical, par les responsables (proches du PS) de ce syndicat. Ces dirigeants, appuyés par le permanent local de la CFDT, membre influent du PS, *excluent* cette infirmière de la CFDT sur la seule base de soupçons sur ses opinions politiques, *aucun reproche ne pouvant lui être fait sur sa pratique syndicale*. Tous les moyens sont utilisés : mensonges, falsification.

A Lille, une autre militante marxiste-léniniste n'est pas représentée sur les listes de déléguées du personnel pour son appartenance à L'Humanité rouge.

Menaces de mise au pas en Guadeloupe car bien entendu les dirigeants bourgeois ne sont pas pour l'indépendance des colonies françaises !

« Le bureau national a confirmé son refus d'admettre la division existant actuellement entre deux types d'organisations (la CFDT guadeloupéenne d'une part, plusieurs syndicats du secteur public en liaison normale avec leurs fédérations d'autre part).

(Extraits de « Syndicalisme » du 24/6/76).

Attaques généralisées contre un grand nombre d'Unions locales en Bretagne notamment sous prétexte de la présence de militants de L'Humanité rouge.

Mise à l'écart de la liste pour les élections de délégués, de sept militants de l'usine Berliet de Lyon où les responsables préfèrent présenter une liste incomplète.

Encore une fois, nous ne pourrions citer l'ensemble des manœuvres antidémocratiques en cours à l'heure actuelle dans la confédération pour la simple raison

que nous en ignorons probablement l'ampleur exacte. Néanmoins ces quelques éléments permettent d'apprécier qu'il ne s'agit nullement de bavures ou

d'incidents isolés mais d'une politique délibérée, d'une pratique de division systématique.

CAMARADES REJETEZ VOS ILLUSIONS

Si dans un premier temps le pessimisme, l'écœurement voire le découragement s'est emparé d'adhérents honnêtes mais conservant des illusions sur la nature de certains dirigeants, la colère et la révolte contre de telles pratiques n'ont pas tardé à se développer. Dans nombre d'endroits, les masses de syndiqués passent à la contre-offensive et, dans bien des cas, stoppent net les attaques impulsées par le bureau national.

Bon nombre d'adhérents, contrairement aux affirmations d'Edmond Maire, n'ont pas pour habitude de se laisser mener en bateau et jugent sur la base des faits, de la pratique et cela quelles que soient leurs divergences politiques avec tel ou tel. Dans un congrès académique du SGEN de Bretagne, les congressistes se sont opposés en masse à une proposition d'un dirigeant confédéral qui prétendait écarter de toute responsabilité les militants de l'Humanité rouge.

A Quimper, à Rostronen, à Fougères, partout les provocations et tentatives de division qui visaient nos camarades ont échoué. Dans les pays de Loire, dans les Bouches-du-Rhône, des syndicats ont voté des motions condamnant la pratique du bureau national ; de même pour les sections nationales du SGEN-CNRS.

L'immense majorité des adhérents de la CFDT réproouvent ces manœuvres actuelles qui sont un avant-goût de ce que pourrait être la répression contre la classe ouvrière en cas d'arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir. Elle n'aurait certes rien à envier sous l'impulsion du PCF à celle que développe le pouvoir actuel.

Pour parvenir à leurs fins, les dirigeants révisionnistes du PCF et les réformistes du PS ne négligent aucun moyen. La calomnie et le mensonge sont monnaie courante ; à deux ou trois reprises, dans des analyses internes ou publiques de l'«extrême-gauche» publiées par le secteur politique de la confédération, il était dit que nous étions anti-syndicalistes alors que tous nos militants salariés sont syndiqués. L'amalgame qui consiste par exemple à nous assimiler aux trotskistes est également pratiqué, alors que, pour qui nous connaît, il est facile de savoir que nous sommes contre l'entrisme (tactique qui consiste à se dissimuler pour conquérir des postes).

Il est facile de savoir que nous sommes contre le droit de tendance qui divise les adhérents, paralyse l'activité et favorise toutes les intrigues. Il est facile

de savoir que nous sommes contre l'unification syndicale dans les conditions actuelles, ce qui reviendrait à grossir les rangs de la CGT contrôlée par l'appareil social-fasciste du PCF.

Quant à la démocratie syndicale nous n'avons de leçon à recevoir de personne et nous savons nous ranger à la discipline commune quand nous avons eu la possibilité de défendre librement et complètement notre point de vue ; pour ce qui est de nos conceptions politiques de principes nous n'exigeons de personne de les adopter mais il serait vain de vouloir nous en faire changer.

L'amalgame, la calomnie, le travail de sape et de division c'est l'affaire de tous les adhérents CFDT de les dénoncer et de les combattre fermement et sans tarder.

La majorité des adhérents ne sont pas des individus à double face et ne sont pas comme certains qui disent blanc et font noir :

« Dans le type de rassemblement qu'elle recherche, la CFDT reste fidèle à sa politique de mai-juin 1968. G. Ségué dit en septembre 1970 : « Quoi qu'il en soit, ni les attaques de droite, ni celles de gauche, ne sauraient nous faire dévier de notre ligne de conduite. » « Tous les diviseurs, quel que soit leur bord, sont en dernière analyse, les pires conservateurs. »

Pour la CGT, le gauchisme reste un mal à abattre. « Nos frères aînés » ont réglé ce problème il y a 50 ans, disait-elle en mars 1972 après le meurtre de P. Overney, accréditant une fois de plus la thèse du complot entre le gouvernement et les gauchistes.

(36^e Congrès CFDT)

« En définitive, les libertés ne peuvent être réellement garanties que lorsque l'État aura rendu à la société ce qu'il lui a pris. Or, parmi ces libertés, il en est une qui qualifie plus nettement la nature de tout système. C'est le droit à la contestation et les conditions de son exercice. Nous estimons que les conflits sont un moteur de la société et donc de son évolution et de son progrès. »

Jacques Moreau au meeting de la Mutualité pour la libération de Boukowsky.

QUAND ILS ETAIENT MINISTRES

Car il est bien là le danger d'aujourd'hui. Dans le passé aussi, des dirigeants de gauche, en paroles, se sont comportés en bourgeois et ont trompé des millions d'ouvriers pour permettre au capitalisme de survivre.

Ils ont déjà été ministres, le Mitterrand et le traître Thorez dont Marchais est l'héritier. Ecoutez-le parler du pouvoir dans l'entreprise, le Thorez de 46, déjà bien engagé dans la trahison :

« On va me dire que ces faits ne sont pas probants ; il faut en discuter. Les ingénieurs, les agents de maîtrise doivent en discuter avec le comité du puits et porter éventuellement la chose devant les conférences, devant l'assemblée des mineurs, et dire : voilà dans quelles conditions nous nous trouvons, voilà ce que nous pouvons faire. Les mineurs donneront leur avis. Il y a encore des ingénieurs qui ont ce sentiment qu'eux seuls connaissent les conditions d'exploitation. Ce n'est pas nous qui allons diminuer le moins du monde la valeur de la science et de la technique, mais nous savons aussi qu'un petit grain de pratique ne gêne en rien. »

« Nous savons que les avis des ouvriers peuvent bien souvent influencer d'une façon très favorable les décisions des ingénieurs. Je pense qu'en définitive la décision reste à l'ingénieur et qu'une décision doit être appliquée sur l'ordre de l'ingénieur, autrement il n'y a pas d'autorité possible, d'exploitation possible. »

Oeuvres de Maurice Thorez, tome 21 (Editions sociales).

Ecoutez Ambroise Croizat, autre ministre de 46, prétendument communiste, d'un gouvernement bien capitaliste, et vous verrez ce qu'on vous promet dans le Programme commun :

« Il a été parlé d'un établissement d'Etat dans lequel on voulait faire élire les cadres par le personnel ; c'est la preuve qu'on n'a rien compris au véritable rôle des comités mixtes. Il ne s'agit pas pour eux de diriger les entreprises, mais d'aider à les rénover par une production accrue. Il y a des patrons, des directeurs responsables de la production. C'est à eux alors de choisir leurs cadres, ceux à qui sont confiés les postes à tous les échelons, sans quoi il n'y a plus d'autorité. Les comités mixtes sont avant tout l'expression du patriotisme dans le travail. »

Relisez les arguments de Thorez pour faire passer la pilule de l'augmentation de la production aux mineurs communistes :

Relisez ces quelques extraits pour comprendre ce qu'un gouvernement de gauche apporte comme émancipation dans le régime capitaliste :

« Les macas, chers camarades, c'étaient ceux qui forçaient à la production pour le profit du patron au détriment de leurs frères, les ouvriers mineurs. Ils forçaient à la production pour faire baisser les prix à la tâche de leurs autres camarades. Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'être un maca, il s'agit de produire afin que nous puissions accomplir, poursuivre, développer l'œuvre de libération : libération, non plus seulement maintenant du joug allemand, mais libération de toutes les entreprises de réaction, de toutes les entreprises fascistes. »

« Je veux d'ailleurs faire remarquer une chose, chers camarades, il y a des camarades qui disent : "Mais si je travaille davantage, je donne davantage aux actionnaires, puisqu'il reste des actionnaires". C'est une erreur, chers camarades. Dans les conditions actuelles, mettez-vous bien cela dans la tête, si vous avez peu produit, les actionnaires ont leurs 8 francs et si vous produisez beaucoup, ils ont quand même leurs 8 francs. Je dis cela parce que cela ne doit pas vous arrêter, étant donné que si vous sortez plus de charbon, cela ne signifie pas qu'il y a un franc de plus pour les actionnaires. Par conséquent, même de ce côté, il faut écarter l'argument démagogique de ceux qui disent : "Si je produis beaucoup, c'est pour les actionnaires". Si vous produisez beaucoup, c'est seulement dans l'intérêt du pays, et c'est dans votre propre intérêt. »

Oeuvres de Maurice Thorez, tome 21 (Editions sociales).

« Ici, chers camarades, je le dis en toute res-

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, « l'Humanité rouge » peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Signature.....

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi

ponsabilité au nom du Comité central, au nom des décisions du Congrès du Parti, je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate, comme la semaine dernière, aux mines de Béthune, en dehors du syndicat et contre le syndicat. On a pris des sanctions. Sur 4 porions, on en a réintégré 2, en les rétrogradant d'ailleurs.

«L'un de ces rétrogradés a été placé comme surveillant dans une taille avec des Allemands. Ce n'est pas si mal. On lui reprochait seulement d'avoir poussé au "charbon" pendant l'occupation. "Eh bien ! va pousser maintenant les Allemands à faire du charbon". Ce n'est pas si mal, chers camarades. On peut ne pas être satisfait de cette décision, on peut ne pas être content, mais on n'a pas le droit d'en empêcher l'application. Je le dis tous net : si nous n'appliquons pas les décisions de notre propre syndicat — je suis toujours un syndiqué du syndicat minier du Pas-de-Calais — nous allons à l'anarchie, nous faciliterons les provocations contre les mineurs, contre la classe ouvrière et contre la République.

«Eh bien ! quelques camarades s'insurgent, ils déclenchent la grève au No 2 et dans toute la concession, si bien que nous avons perdu 30 000 tonnes de charbon au moins, en une période où le pays a besoin de la moindre gaillette, à l'heure où nous fermons des usines, à l'heure où, dans la région parisienne, on arrête des entreprises faute de charbon, et ces ouvriers, dont on arrête les usines, apprennent que dans un des trous essentiels du bassin minier du Pas-de-Calais, on fait grève parce que le nez du porion ne revient pas à un délégué. C'est un scandale, c'est une honte, c'est une faute très grave contre le syndicat et l'intérêt des mineurs. Des sanctions ont été prises, peut-être pas dans les formes où elles devaient l'être contre le délégué mineur et son suppléant, qui avaient couru les autres puits pour déclencher la grève. Je dis ouvertement que le mal, ce n'est pas la sanction ; le mal, c'est que des communistes et des militants du syndicat des mineurs se soient exposés à de telles sanctions. Et, sous prétexte que l'on a sanctionné le délégué mineur, on recommence la grève jusqu'à jeudi soir, et on a eu de la peine hier à faire reprendre le travail, bien que le ministre de la Production ait rapporté la sanction prise par le commissaire régional. Ce n'est pas ainsi qu'on travaille pour le pays.»

«Camarades mineurs, vous avez répondu à ces intrigues, à ces manœuvres, à ces sabotages. Vous avez répondu en élevant sans cesse la production, par l'augmentation continue du rendement et par des journées supplémentaires.

«Je vous en exprime ma fierté, comme ouvrier mineur, comme militant de votre Fédération, comme secrétaire général du Parti communiste français. Et je vous en remercie chaleureusement au nom du Gouvernement de la République.»

«L'Assemblée constituante, unanime, a dit : "Mineurs, nous sommes fiers de vous". Et j'ai été heureux d'apporter au Congrès des mineurs de Montceau-les-Mines, les félicitations du gouvernement, présidé par M. Félix Gouin.

«Le gouvernement ne s'en est pas tenu à des félicitations. Il a apporté des encouragements substantiels à l'effort des mineurs. Les salaires, depuis la Libération, ont été triplés. Aux femmes, employées aux travaux de surface, on applique le principe : à travail égal, salaire égal. Les retraites ont été portées à 36 000 francs.»



UN MODELE ACTUEL

Certains pourraient dire tout cela c'est du passé, aujourd'hui la situation n'est plus la même. Cela n'est pas notre avis bien au contraire.

En effet, il suffit de considérer ce que font aujourd'hui les dirigeants de «l'Union de la gauche»

en France ou leurs homologues dans les pays capitalistes européens ou les pays dominés par les révisionnistes et l'URSS impérialiste pour le comprendre. Regardez la Pologne, camarades, que les dirigeants du PCF et de la CGT, partenaires essentiels du Program-

me commun et de l'«Union des forces populaires» préconisée par la direction de la CFDT, présentent comme un pays socialiste. On y voit les syndicats complètement soumis au gouvernement fasciste, participer à la répression politique contre les travailleurs.

En 1970 comme en 1976, les travailleurs polonais qui ont pris en masse et avec héroïsme l'initiative de la lutte contre la vie chère et l'augmentation des prix ont été réprimés féroce­ment par la police et l'armée, ils sont poursuivis par les tribunaux, licenciés et emprisonnés après avoir été dénoncés par la police syndicale.

Regardez le Portugal, on y a vu le dirigeant du faux parti communiste portugais, Cunhal, devenir ministre du Travail et promouvoir en personne des décrets interdisant les grèves politiques, imposant des préavis pour toute grève, instaurant le fichage obliga-

toire de tous les délégués syndicaux par le gouvernement, et décrétant l'illégalité de la grève dans des secteurs stratégiques comme les transports, les postes etc. Mais nous dira-t-on la CFDT n'adhère pas au Programme commun. Comment peut-on appeler cela sinon de l'hypocrisie pure et simple ? Lors du 37e Congrès le recensement de l'appartenance politique des délégués révélait que 23 % de ceux-ci appartenaient au PS (contre 6 % au 36e Congrès seulement).

Ne voit-on pas à l'heure actuelle les dirigeants du PS comme Mitterrand ou Rocard passer leur temps à rassurer le patronat sur la protection du profit et la possibilité d'obtenir un consensus social (la paix sociale) en cas d'arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir. Le leader de FO, Bergeron, est membre du PS et l'est resté sur intervention personnelle de Mitterrand.

LA COGESTION A L'ITALIENNE

Enfin dans «Syndicalisme-Hebdo» du 21/10/76 a été publiée une interview de Bruno Trentin, membre du faux parti communiste italien et dirigeant de la CGIL (CGT italienne) ; ce même Bruno Trentin fut l'invité-surprise de la récente réunion nationale rassemblant des centaines de délégués de la Fédération générale de la métallurgie CFDT, le 9 octobre 1976. C'est apparemment une personnalité que l'on apprécie à la CFDT. Or ce personnage vient de publier dans le journal du CNPF «l'Expansion» une interview de 7 pages dans lesquelles il développe la conception du rôle des syndicats italiens et qui vaut son

pesant d'or. Tout au long de cet article, il préconise la participation et la cogestion syndicale dans les entreprises :

«Bruno Trentin : Un résultat a été sûrement acquis : Dans tout ce domaine, nous sommes devenus progressivement des interlocuteurs obligés du pouvoir exécutif et, plus récemment, du Parlement lui-même et des institutions électives régionales et nationales. Depuis 1970, le syndicat a également négocié avec le gouvernement des projets de loi concernant les retraites, les transports, le développement du Sud, etc. Il intervient aussi auprès du Parlement.

«Quant aux résultats pratiques de ces interventions au niveau de la politique de l'Etat, ils ne sont pas encore satisfaisants, mais elles touchent une gamme extrêmement vaste de problèmes : la retraite, les prix, les tarifs des services publics, les investissements dans les grands secteurs collectifs, etc.».

Ce qui lui vaut ce commentaire de l'«Expansion» (No de décembre 1976) :

«Il est important que le syndicalisme italien ait appris à intervenir dans la gestion des entreprises. Pas question pour lui de jouer au niveau de la décision économique, mais plus exactement de connaître les conditions dans lesquelles sont menées les affaires, et d'être consulté préalablement sur les investissements et la politique commerciale. Un grand pas a été franchi il y a deux ans chez Fiat. Déjà, les syndicats italiens ne se contentent plus de gérer la crise ou de revendiquer sur les salaires.»

Intervenir dans la politique d'investissement et de gestion de l'Etat et du patronat, voilà le modèle syndical qui est proposé par les dirigeants italiens auquel se réfèrent ceux de la CFDT. Pour en revenir



Chèreque, dauphin d'Ed.Maire, et dirigeant de la FGM, qui s'est illustré dans ses attaques contre les Lip.



LUTTER CONTRE L'ENNEMI DE CLASSE ET LES TRAITRES...

«Car tel est en fin de compte l'enjeu du débat actuel à la CFDT ; débat que certains craignent et qu'ils voudraient remplacer par des règlements de compte «en coulisses», en brandissant l'épouvantail «gauchiste» ; telle est bien la raison de l'attaque lancée contre les marxistes-léninistes dont le seul crime est d'oser dire à leurs camarades de travail et de sections syndicales : «Soyons vigilants ! Renforçons notre unité, notre organisation, notre capacité de lutte quel que soit le gouvernement en place !

»N'oublions pas que les gouvernements «socialistes» dans le passé ont mené la même politique que la droite ! Regardons en Allemagne, où le Parti «socialiste» vote des lois de type fasciste excluant de la fonction publique tous ceux qui refusent soumission à la Constitution. Regardons en Angleterre où le Parti «travailliste» bloque les salaires tandis que se développent chômage et hausses des prix ! Regardons en URSS et en Pologne où les prix montent, où les grèves sont interdites, où les ouvriers sont réprimés par les tanks dès qu'ils manifestent leur révolte, où les syndicats sont transformés en CFT d'État !

»Ne bradons pas l'indépendance du syndicat par rapport aux partis de «gauche», comptons sur

à l'importance de l'expérience passée pour combattre dans le présent, il est savoureux de mettre en parallèle ces deux citations, une du livre «les autoréductions» en 1976 chez l'éditeur Christian Bourgeois :

«Les syndicats se sont engagés, en échange du droit à l'information sur les projets d'investissement à lutter contre l'absentéisme. Trentin, dirigeant de la FLM (CGT italienne des métallos), indiquait le 22 avril, que son organisation lutterait «contre les formes d'absentéisme chronique pendant l'activité productrice et pendant les grèves» (sic), s'attirant les remerciements suivants du président du CNPF italien, qui n'est autre que Gianni Agnelli : «Le comportement du syndicat est responsable et civil, surtout en raison du fait qu'il a pour la première fois accepté de s'occuper de l'absentéisme et des négociations permanentes au niveau de chaque entreprise.»

et l'autre de Thorez :

«L'absence est justifiée ou n'est pas justifiée. Au lieu de produire, on désorganise la production, on fait tort à ses camarades, et pour quelle raison ? Parfois pour un oui ou pour un non, pour une égratignure. Je dis que c'est un scandale.»

Ouvres de Maurice Thorez, tome 21 (Éditions sociales).

Hier comme aujourd'hui la trahison conduit aux mêmes agissements.

notre force et jugeons sur pièces ! Unissons-nous, organisons-nous, soyons vigilants pour que l'action contre le régime actuel porte un coup réel au capitalisme et ne débouche pas sur un simple changement d'étiquette, sur un simple changement d'exploiteurs et d'opresseurs !

Il est bien évident que de telles positions sont contradictoires avec celles des responsables CFDT membres du PS qui voudraient que la Confédération serve systématiquement d'appui à un gouvernement «de gauche», contribue à faire accepter aux travailleurs des mesures d'austérité et la «discipline sociale», cogère la crise, demande aux travailleurs de continuer leur propre exploitation, de se ligoter les bras ! Raison de plus que le débat soit mené de façon franche et claire, pour que les militants puissent forger leurs convictions sur la base de la confrontation des points de vue et de leur propre expérience : la grande majorité des militants CFDT hésite actuellement, se sent «à la croisée des chemins», place certaines espérances dans la «victoire électorale de la gauche» tout en restant méfiants par rapport aux dirigeants du PCF et du PS, tout en craignant les manœuvres favorables à la hiérarchie, grossièrement antidémocratiques et

complaisantes à l'égard de la superpuissance soviétique, du PCF, tout en souhaitant que la base puisse continuer à s'exprimer et à agir et qu'elle ne soit pas transformée en «masse de manœuvre», en «infanterie» des partis puis du gouvernement «de gauche».

Nous disons que c'est cette base, la masse des militants CFDT qui tranchera et nous lui faisons confiance, nous faisons confiance au débat franc et clair, aux leçons que les travailleurs savent eux-mêmes tirer de l'expérience en jugeant sur les actes et non sur les paroles ou sur les promesses de papier. Les responsables CFDT les plus liés au PS, ne sont pas de cet avis : ils ne veulent pas du débat, ils veulent faire «place nette», régler leurs comptes aux opposants avant les élections de 1978 et le prochain congrès de 1979, où la gauche pourrait déjà être jugée sur son bilan. E. Maire le dit «Il faut changer de cap, sinon au congrès de 1979... nous serons dans l'impasse» et le «nouveau cap» est clairement tracé puisque parmi les priorités fixées figure en bonne place : «l'action d'information, l'effort d'explication pour convaincre de la nécessité de la victoire électorale de la gauche».

... C'EST L'AFFAIRE DE TOUS LES ADHERENTS

Lorsqu'on sait que demain, des préfectures, des entreprises nationalisées, seront dirigées par le PS, lorsqu'on sait que c'est un ministre socialiste de l'Intérieur, Jules Moch, qui a fondé les CRS sous la 4e République, que Mitterrand ne cesse de faire des propositions rassurantes au patronat français, que les dirigeants (complices et rivaux) du PCF et de la CGT affirment leur soutien aux cadres supérieurs les plus élevés dans la hiérarchie, à quoi sert ce plan de campagne antigauchiste sinon à masquer le véritable danger N°1 et à tenter de liquider non seulement ceux qui sont opposés au PS et au PCF, mais même ceux qui émettent de simples critiques ou réserves ? Non seulement les révolutionnaires mais même ceux qui refusent simplement qu'ils soient isolés et écartés ; non seulement les militants politiques comme nos propres camarades, mais même les syndicalistes hors de tout parti qui estiment que la classe ouvrière doit compter avant tout sur elle-même, et jusqu'à des militants de base du PS qui ont le malheur de faire passer leur conséquence et leur honnêteté de syndicalistes avant les préoccupations électorales de messieurs Mitterrand et Deferre.

Voilà ce que nous avons à dire et que nous disons clairement et publiquement parce que selon nous, le débat au sein du mouvement ouvrier doit se mener dans la confrontation franche des points de vue et non par le «noyautage» souterrain, les manœuvres en coulisses des congrès, les accusations sans preuve portées de bouche à oreille ?

C'est ce qui explique que, tout en prêchant la «tolérance», E. Maire introduit deux poids, deux mesures, et distingue deux sortes d'adhérents : les «bons» et les «mauvais», les supporters du Programme commun et les autres, à tel point que tout au long de son analyse E. Maire accuse certains d'être des «gauchistes» mais affirme que c'est de l'intolérance de parler de «droitiers» ou de «sociaux-démocrates de droite».

C'est ce qui explique que toutes les pratiques contraires au syndicalisme de classe et de masse soient mises sur le dos des «gauchistes» ou prétendus tels tandis que pas une critique n'est faite à ceux qui utilisent le syndicat pour «monter en grade», votent dans les CE des licenciements de travailleurs, collaborent activement avec le patronat ou le gouvernement dans certains conseils d'administration d'entreprises dites «de service public».

C'est ce qui explique que l'épouvantail de l'«entrisme gauchiste» soit brandi comme ennemi N°1 au sein de la CFDT, alors que nombre d'importants responsables CFDT ont affirmé publiquement leur soutien au PS.

Il s'agit là d'une question politique cruciale : les travailleurs, sous un gouvernement de «gauche», pourront-ils s'organiser et se défendre dans le cadre d'une confédération syndicale, ou bien la CFDT sera-t-elle totalement noyautée par un parti gouvernemental, sera-t-elle la «CGT» du PS ?

Les révolutionnaires auront-ils le simple droit démocratique de militer dans un syndicat, sans renier leurs idées, ou bien du seul fait de leurs prises de position politiques auront-ils une «étoile jaune», seront-ils écartés même s'ils ont renforcé ou créé des sections ou unions locales ?

Une telle question ne peut être résolue par des discussions de couloir : elle doit être portée au grand jour car elle concerne tout le mouvement ouvrier, et c'est bien pourquoi nous lançons le débat. Qu'on ne nous accuse pas de «diviser» ou de «démolir» la CFDT, les diviseurs et les démolisseurs sont ceux qui veulent liquider la CFDT en tant que syndicat de classe et de masse, ceux qui disent en coulisse «la CFDT obéira à la baguette du PS ou ne sera pas», et non ceux qui, publiquement, franchement, mettent les travailleurs en garde afin de les aider à mettre en échec l'offre publique d'achat du PS sur leur syndicat, le chantage à la division et la chasse aux sorcières, afin qu'ils préservent et renforcent justement l'outil syndical et son rôle fondamental : permettre aux travailleurs de s'organiser et de se défendre pour mener la lutte classe contre classe et s'éduquer pour parvenir à leur émancipation complète en renversant le régime capitaliste.